



ÉDUCATION AUX PRATIQUES DE BONNE GOUVERNANCE

EN FAVEUR DES FAMILLES PAYSANNES

UWAKI

RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO (RDC)

Province du Nord-Kivu,
commune de Goma



À quels problèmes cette initiative cherche-t-elle à répondre ?

En initiant des formations à destination de couples éducateurs et des séances de dialogue entre hommes et femmes via des séances d'éducation populaire, UWAKI contribue, au sein même des familles, à la promotion des droits des femmes et à un changement des valeurs sociales. Il s'agit notamment de lutter pour la prise en compte des droits des femmes et des enfants au sein des foyers, de l'égalité femme / homme et pour une réelle implication des hommes dans les travaux agricoles.

Contexte

Entre 1982 et 2008, le gouvernement congolais a cherché à rapprocher les populations locales de la gouvernance et de la gestion des affaires publiques, via notamment plusieurs lois sur la décentralisation. La loi organique n°08/012 du 31 juillet 2008 porte sur les principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces. En République démocratique du Congo, la loi attribue aux entités administratives décentralisées (EAD), c'est-à-dire les provinces, les territoires, les communes, les chefferies et les localités, une personnalité juridique, une certaine autonomie politique, économique et judiciaire. Selon les textes, les administrés doivent élire les membres des organes délibérants des différents niveaux administratifs ; et ces entités sont dotées d'un budget et d'un plan de développement local. Enfin, des cours de justice et des tribunaux sont institués à tous les niveaux.

Dans la province du Nord-Kivu, en raison de dysfonctionnements graves, de la mauvaise gouvernance et de la corruption, la fonctionnalité de ces EAD n'est pas effective et elles n'ont pas permis de mettre en place une « bonne gouvernance » profitant aux populations locales. Bien qu'elles aient élu leurs représentants dans les organes délibérants et les exécutifs, les communautés rurales continuent à souffrir des crises à répétition et de difficultés socioéconomiques prolongées. Parmi ces difficultés, le manque d'accès et de possibilité d'exploitation des ressources naturelles notamment pour les femmes paysannes qui sont, par exemple, privées de l'accès à leurs champs par des groupes armés, et qui voient de nombreuses terres accaparées par de grands exploitants. De manière générale, elles voient leurs droits fondamentaux niés. L'environnement familial et socioéconomique de la plupart des

BÉNÉFICIAIRES :

- > 200 familles agricultrices issues de 15 Unions soit 24 000 personnes
- < 20 responsables dans 26 EAD sur 5 territoires soit 520 personnes

ménages de la province n'intègre pas cet équilibre et ces valeurs ; les micro-entreprises, les exploitations agricoles familiales, les entreprises privées, les entreprises mixtes, ne mobilisent pas les personnes vulnérables et n'appliquent pas de mécanismes de gestion participatifs bénéficiant à tous. Le cas des terres coutumières est à ce titre révélateur : elles sont gérées exclusivement par des hommes qui négocient des conventions d'exploitation avec les propriétaires terriens sans même consulter les femmes.

Via des ateliers provinciaux de dialogue avec les femmes paysannes, UWAKI Nord-Kivu a identifié l'enjeu de pallier « par le bas » ces failles et de travailler à la promotion des droits des femmes paysannes (que ce soit dans le cadre familial ou dans le cadre des EAD). L'organisation a donc commencé en 2013-2014 par développer des modules de sensibilisation et de formation à la bonne gouvernance via, notamment, l'élaboration d'un manuel d'éducation à la bonne gouvernance en famille et dans les entités décentralisées. Un programme-test de formation et de sensibilisation a ensuite été exécuté en 2015. Les résultats obtenus ont motivé la reconduction de cette activité dans le cadre du PAIES. Le manuel a été traduit en kiswahili et a fait l'objet de formations de « couples éducateurs », de séances de dialogue entre hommes et femmes ainsi que de séances d'éducation populaire au sein des Unions, réunissant toutes les catégories sociodémographiques de la zone.

Méthodologie

Que faut-il faire ?

L'éducation aux pratiques de bonne gouvernance telle qu'initiée par UWAKI s'adresse aux familles agricultrices de 15 Unions et aux responsables des entités administratives décentralisées et coutumières sur 5 territoires. Pour conduire cette action, UWAKI s'est appuyé sur une méthodologie participative en 5 étapes :

- > Production d'outils d'éducation à la bonne gouvernance, à savoir : traduction du manuel sur la bonne gouvernance en kiswahili, élaboration d'une fiche méthodologique, conception et élaboration des images, identification d'activités créatives et récréatives. La compilation de ces éléments a servi à la rédaction de la version finale du manuel.
- > Formation de couples éducateurs sur la méthodologie d'animation des séances de dialogue entre hommes et femmes et des séances d'éducation populaire.
- > Organisation de séances de test de la méthodologie d'animation sur des petits groupes au sein des Unions.
- > Organisation de séances de dialogue et de sensibilisation dans 15 Unions.
- > Organisation de rencontres avec les chefs coutumiers et les autorités locales sur la thématique de la gouvernance foncière.



Séances de dialogues hommes-femmes dans les Unions de Maboya, Kalunguta, Magheria en janvier, février et mars 2017.



Sketch de sensibilisation à la bonne gouvernance familiale par de jeunes « comédiens » du village d'Issale Bulambo (à proximité de Butembo).

TÉMOIGNAGE

Masereka Jean-Marie et Noela Masika, mariés depuis 2008, couple éducateur de l'Union de Maboya

« Au début, quand mon épouse se rendait aux activités de l'Union, je minimisais le rôle que cela pouvait jouer dans notre ménage. Parfois je l'empêchais même d'y aller. Il y a quelques mois, j'ai reçu une invitation pour participer à une formation destinée aux couples ; j'ai accepté d'y aller par curiosité. À ma surprise, le thème développé par le couple formateur sur le dialogue homme-femme m'a beaucoup touché et je me suis senti interpellé. J'ai retenu certaines pratiques de bonne gouvernance pouvant m'aider à gérer mon foyer et même des conseils à prodiguer à d'autres personnes. Dès lors, je me suis décidé à accompagner chaque fois mon épouse aux activités de l'Union et à partager avec elle des idées sur notre vie quotidienne et notre ménage. Je me suis aussi engagé à contribuer par mon expérience aux séances de sensibilisation des autres couples de mon village et des villages voisins ; j'ai déjà sensibilisé une trentaine de couples. »

Difficultés et résistances rencontrées

- > Les femmes isolées sont réticentes à venir participer aux séances de dialogue entre hommes et femmes.
- > Certains chefs administratifs et coutumiers exigent des frais de transport ou des rafraîchissements pendant les temps de rencontre, ce qui génère des coûts additionnels.

Éventuelles stratégies de contournement mises en œuvre

- > Des séances de sensibilisation au cours desquelles les femmes sont les « chefs de ménage » ont été mises en place ; elles ne sont pas séparées de leurs enfants pendant ces séances. Elles prennent ainsi conscience du fait que le dialogue sur les pratiques de bonne gouvernance est possible entre un parent isolé et ses enfants.
- > Il a été demandé aux EAD de communiquer les jours de leurs réunions sécuritaires, afin de voir s'il est possible d'y intervenir sur le sujet de la bonne gouvernance locale.

Plus-value par rapport à ce qui existe déjà

L'UWAKI a déjà formé plus de 50 couples éducateurs. Ces couples ont été dotés d'un manuel d'éducation à la bonne gouvernance dans les entités administratives décentralisées. Les outils pédagogiques produits (manuel, images, fiches pédagogiques) constituent une base de référence pour des interventions auprès d'autres groupes de population. Dans chaque Union, la présence d'une trentaine de couples aux séances de dialogues entre hommes et femmes permet de faire évoluer le comportement des hommes, de les rapprocher des réalités de leur femme et de les mobiliser davantage pour les activités agricoles.

Effets observés

ÉCONOMIQUE

- > Certains des hommes qui ont accepté de participer aux séances de dialogues entre hommes et femmes commencent à rejoindre leur épouse dans les champs, augmentant ainsi la surface cultivée et améliorant la productivité.
- > Les fonds à investir dans les exploitations agricoles familiales ont augmenté, entraînant une hausse des transactions dans l'économie rurale et par extension du revenu agricole familial.

ÉCOLOGIQUE

Certains travaux agricoles lourds et difficiles à effectuer par les femmes seules sont en train d'être réalisés : terrassements, fosses pour le compost solide, installation de pépinières et plantation d'arbres fertilisants. Cela contribue à l'installation d'unités agroécologiques qui favorisent la préservation de l'environnement dans les milieux ruraux.

SOCIAL ET HUMAIN

- > L'appropriation des pratiques de bonne gouvernance par certains couples (à savoir le dialogue, la participation équilibrée aux travaux des champs, la division du travail, la présence remarquable dans le foyer, etc.) commencent à stabiliser certains ménages.
- > Les femmes paysannes récupèrent une place digne dans le ménage, et la cohésion et l'unité familiale s'améliorent.

POLITIQUE

Les échanges entre les femmes paysannes et les autorités administratives, coutumières et les chefs terriens sur l'implication des femmes dans la gouvernance foncière contribuent à une évolution positive de la coutume foncière.

Durabilité et viabilité

Le manuel sur la bonne gouvernance a été pensé et conçu dans un souci de durabilité :

- > Chacun des dix thèmes proposés dans le manuel est adaptable aux besoins éducatifs prioritaires du village concerné, ce qui en facilite l'appropriation.
- > Le contenu du manuel peut être adapté à toutes les générations (enfants, jeunes, adultes et personnes âgées).
- > Les jeunes et les enfants qui assistent aux séances d'éducation sur la bonne gouvernance développent un sens de la responsabilité et de la bonne gestion des affaires collectives, qui est à même d'impacter positivement leurs attitudes et pratiques en la matière.

Perspectives et pistes d'amélioration

Pour développer et pérenniser cette initiative, UWAKI souhaite maintenant :

- > Produire une boîte à outils avec des images agrandies et adaptées à de grands groupes.
- > Rédiger des volumes du manuel des activités créatives et récréatives dédiés à différents publics, respectivement les enfants, les jeunes du secondaire, les adultes et les personnes âgées.
- > Former des troupes de théâtre de jeunes pour sensibiliser à la bonne gouvernance locale.
- > Organiser des visites d'échanges entre couples éducateurs des différentes Unions.
- > Diffuser des émissions sur la bonne gouvernance dans toutes les radios communautaires du Nord-Kivu.
- > Organiser des séances de dialogue social avec les autorités politico-administratives de chaque territoire.



Séance de formation des couples sur la bonne gouvernance.



Séance de traduction du manuel-guide sur la bonne gouvernance à Goma.



Séance avec les responsables des leaders des EAD et des églises à Kitsombiro en février 2017.